

Unité départementale du Littoral
Rue du Pont de Pierre
CS60036
59820 GRAVELINES

Gravelines, le 01/04/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/03/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

DMD (decoaster mailing direct)

ZAE des trois tilleuls

59850 NIEPPE

Références : H:_Commun\2_Environnement\01_Etablissements\Equipe_G2\DMD_NIEPPE_070.06242\2_Inspections\2022_03_14_IC
(Cessation activité)\DMD_Nieppe_RAPVI_0007006242.odt

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/03/2022 dans l'établissement DMD (Decoster mailing direct) implanté ZAE des trois tilleuls 59850 NIEPPE. L'inspection a été annoncée le 01/03/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Par jugement du 5 janvier 2021, la société SAS Decoster Mailing Direct (DMD) a été mise en liquidation judiciaire. Maître Miquel a notifié au préfet la cessation d'activité par courrier du 29 mars 2021. C'est dans le cadre de la mise en sécurité du site qu'a eu lieu cette inspection.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DMD (decoaster mailing direct)
- ZAE des trois tilleuls 59850 NIEPPE
- Code AIOT dans GUN : 0007006242
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

La société DMD avait repris uniquement l'activité d'imprimerie offset de l'ancienne société Heliolys. Cette reprise d'activité a fait l'objet d'un acte délivré le 7 mai 2014 à la société DMD. Le acte précisait qu'un nouvel arrêté préfectoral serait pris pour encadrer les activités de la société DMD. Cet arrêté n'ayant jamais été pris, les prescriptions de l'arrêté du 15 septembre 2009 restent applicables.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Cessation d'activité.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Propositions de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)
Notification de la cessation d'activité	Arrêté Préfectoral du 15/09/2009, article 1.6.6	/	Mise en demeure, respect de prescription
Mise à l'arrêt définitif et remise en état	Code de l'environnement du 13/04/2010, article R. 512-39-2	/	Mise en demeure, respect de prescription
Mise à l'arrêt définitif et remise en état	Code de l'environnement du 26/01/2017, article R.512-39-3	/	Mise en demeure, respect de prescription
Surveillance des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 15/09/2009, article 9.2.5	/	Mise en demeure, respect de prescription

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection de l'environnement a constaté 4 non conformités vis-à-vis des articles 1.6.6 et 9.2.5 de l'arrêté préfectoral du 15 septembre 2009 et des articles R. 512-39-2 et R. 512-39-3 du Code de l'environnement. Trois de ces non-conformités concernent les obligations qui incombent à l'exploitant, en l'occurrence Maître Miquel, en matière de cessation d'activité. Elles permettent de s'assurer d'une part que le site ne risque plus de porter atteinte aux intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement mais aussi qu'il permettra un usage futur compatible avec son état. Conformément à l'article L. 171-8 du code de l'environnement, l'inspection de l'environnement propose à M. le Préfet de mettre en demeure Maître Miquel de respecter les prescriptions des articles 1.6.6 et 9.2.5 de l'arrêté préfectoral du 15 septembre 2009 et des articles R. 512-39-2 et R. 512-39-3 du code de l'environnement.

Un projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure a été établi.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Notification de la cessation d'activité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/09/2009, article 1.6.6
Thème(s) : Autre, Cessation d'activité
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Lorsqu'une installation classée est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt trois mois au moins avant celui-ci.</p> <p>La notification prévue ci-dessus indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux, et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, celle des déchets présents sur le site ; - des interdictions ou limitations d'accès au site ; - la suppression des risques d'incendie et d'explosion ; - la surveillance des effets de l'installation sur son environnement. <p>En outre, l'exploitant doit placer le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1.</p>
<p>Constats : La société DMD a été mise en liquidation judiciaire le 05/01/2021. Maître MIQUEL chargé de la liquidation a notifié la cessation d'activité par courrier du 29/03/21.</p> <p>1) Mesures concernant l'évacuation des produits et des déchets dangereux</p> <p>Dans la notification, il est indiqué sans plus d'informations que le papier a été éliminé chez PAPREC, les DIB chez SUEZ ou PAPREC et les emballages chez DUO EMBALLAGE. Les justificatifs</p>

<p>d'élimination (factures, bordereaux de suivi,...) n'ont pas pu être présentés. Le jour de l'inspection il a été constaté la présence des déchets, produits et installations suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 2 transformateurs, - des planchettes de bois (volume estimé à 240 m³), - des bidons de colle stockés sur rétention (masse estimée à 900 kg), - des bidons d'huile usagée sur rétention, - 13 bacs sur roulettes plus ou moins remplis de DIB, - des bidons d'encre et vernis qui ont été palettisés en attente de repreneur (5,171 t selon le listing transmis par Me Miquel). <p>2) Mesures concernant l'interdiction ou la limitation d'accès au site</p> <p>La notification fait état d'une clôture périphérique. Dans les faits, il s'est avéré que celle-ci était insuffisante puisque des gens du voyage ont réussi à s'introduire sur le site en 2021 pour y dérober des câbles électriques à 2 reprises. Lors de l'inspection, il a été constaté la mise en place de murs supplémentaires en béton au niveau des accès au site et au bâtiment. Le site n'est pas gardienné et ne dispose pas de surveillance à distance.</p> <p>3) Mesures de suppression des risques d'incendie ou d'explosion</p> <p>Le site est équipé d'extincteurs, de RIA, et dispose d'un système de sprinklage. La dernière vérification des extincteurs a été réalisée par la société DESAUTEL le 23/11/20, fin 2019 pour les RIA, et le 3/6/19 pour l'installation de sprinklage . Suite à l'intrusion des gens du voyage, le système de sprinklage est aujourd'hui hors service.</p> <p>4) Mesures de surveillance des effets de l'installation sur son environnement</p> <p>Dans la notification il est indiqué que celles-ci se font selon les contrôles prescrits par l'arrêté préfectoral. Lors de l'inspection, il a été constaté que la surveillance piézométrique prescrite à l'article 9.2.5 n'était pas effective. Il n'y a donc pas de surveillance de l'environnement.</p> <p>En conclusion, la notification prescrite à l'article 1.6.6 est incomplète et doit être complétée avec :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'élimination des déchets, produits et installations décrits ci-dessus dans des installations dûment autorisées. Maître Miquel transmettra à l'inspection les justificatifs attestant de cette élimination respectueuse de l'environnement pour ces déchets ainsi que pour ceux déjà éliminés. - une surveillance environnementale en l'occurrence la reprise du suivi piézométrique telle qu'énoncée à l'article 9.2.5. <p>Ces constats constituent une non-conformité et font l'objet une mise en demeure de se mettre en conformité vis-à-vis des règles édictées à l'article 1.6.6.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle : Mise à l'arrêt définitif et remise en état

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 13/04/2010, article R. 512-39-2
Thème(s) : Situation administrative, Usage futur
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Au moment de la notification prévue au I de l'article R. 512-39-1, l'exploitant transmet au maire ou au président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme et au propriétaire du terrain d'assiette de l'installation les plans du site et les études et rapports communiqués à l'administration sur la situation environnementale et sur les usages successifs du site ainsi que ses propositions sur le type d'usage futur du site qu'il envisage de considérer. Il transmet dans le même temps au préfet une copie de ses propositions.</p>
<p>Constats : Maître Miquel n'a pas transmis au service compétent en matière d'urbanisme, au propriétaire du site et au préfet :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les plans, études et rapports sur la situation environnementale du site ainsi que ses usages successifs ; - ses propositions sur le type d'usage futur du site qu'il envisage de considérer.

Ce manquement constitue une non-conformité sanctionnée par une mise en demeure.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle : Mise à l'arrêt définitif et remise en état

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 26/01/2017, article R. 512-39-3
Thème(s) : Autre, Mémoire de cessation d'activité
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Lorsqu'une installation classée soumise à autorisation est mise à l'arrêt définitif, que l'arrêt libère des terrains susceptibles d'être affectés à nouvel usage et que le ou les types d'usage futur sont déterminés, après application, le cas échéant, des dispositions de l'article R. 512-39-2, l'exploitant transmet au préfet dans un délai fixé par ce dernier un mémoire précisant les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 compte tenu du ou des types d'usage prévus pour le site de l'installation. Les mesures comportent notamment :</p> <p>1° Les mesures de maîtrise des risques liés aux sols éventuellement nécessaires ;</p> <p>2° Les mesures de maîtrise des risques liés aux eaux souterraines ou superficielles éventuellement polluées, selon leur usage actuel ou celui défini dans les documents de planification en vigueur ;</p> <p>3° En cas de besoin, la surveillance à exercer ;</p> <p>4° Les limitations ou interdictions concernant l'aménagement ou l'utilisation du sol ou du sous-sol, accompagnées, le cas échéant, des dispositions proposées par l'exploitant pour mettre en œuvre des servitudes ou des restrictions d'usage.</p> <p>Pour les installations visées à la section 8 du chapitre V du présent titre, le mémoire contient en outre l'évaluation et les propositions de mesures mentionnées à l'article R. 515-75.</p> <p>Constats : Me Miquel n'a pas encore transmis le mémoire malgré le courrier de l'inspection en date du 9 décembre 2021 l'invitant à le transmettre au préfet dans les plus brefs délais. Ce manquement constitue une non-conformité sanctionnée par une mise en demeure de déposer un mémoire sous un délai de 3 mois.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle : Surveillance des eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/09/2009, article 9.2.5
Thème(s) : Autre, pollution des eaux souterraines
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant met en place un réseau piézométrique de surveillance de la nappe au droit du site. Ce réseau est constitué à minima de deux piézomètres situés en aval hydraulique du site et d'un piézomètre en amont.</p> <p>Deux fois par an (période de basses eaux et périodes de hautes eaux), l'exploitant réalise des relevés du niveau piézométrique de la nappe et des prélèvements d'eau dans chacun des puits. Sur chacun des prélèvements, des analyses de COT, hydrocarbures totaux et chrome total sont réalisées.</p> <p>Constats : Maître Miquel n'a pas été en mesure de présenter des résultats d'analyses pour 2021. La société DMD n'a jamais fait d'analyses sur les eaux souterraines. Ce constat constitue une non-conformité sanctionnée par une mise en demeure.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

ANNEXE 1

Société SAS Decoster Mailing Direct (DMD)
à Nieppe
Inspection du 14/03/2022

Projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure

ARRÊTÉ N ° ... du portant mise en demeure de respecter les prescriptions applicables au site exploité par la société SAS Decoster Mailing Direct (DMD) située à Nieppe

LE PRÉFET DU NORD,

Vu le code de l'environnement, et notamment ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5, R. 512-39 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 15 septembre 2009 accordant à la société HELIOLYS l'autorisation d'exploiter une imprimerie à NIEPPE, zone industrielle des Trois Tilleuls ;

Vu le donner acte du 7 mai 2014 concernant la reprise des activités d'imprimerie offset par la société DMD ;

Vu le jugement du 5 janvier 2021 plaçant la société DMD en liquidation judiciaire ;

Vu le courrier du 29 mars 2021 de Maître Miquel en sa qualité de mandataire liquidateur judiciaire de la société DMD notifiant l'arrêt définitif de la société DMD ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées transmis à Maître Miquel par courrier du [précisez la date] conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement, afin qu'il puisse faire part de ses observations dans un délai de 15 jours ;

[Vu les observations de Maître Miquel formulées par courrier du [précisez la date]] ;

ou

Vu l'absence de réponse de Maître Miquel au terme du délai déterminé dans la transmission du rapport susvisé ;

Considérant ce qui suit :

1. Lors de l'inspection du 14 mars 2022 il a été constaté les non-conformités suivantes :

- article 1.6.6 de l'arrêté préfectoral du 15 septembre 2009 : la notification est incomplète il manque les mesures visant à :

1) Éliminer certains déchets et produits dangereux tels que des 2 transformateurs, des fûts de colle, des bidons d'huile, 5 T d'encre et vernis

2) Supprimer les risques d'incendie étant donné la présence de matières combustibles avec le stockage de planchettes de bois et un système de sprinklage hors service

3) Surveiller les effets de l'installation sur son environnement puisque la surveillance piézométrique prescrite à l'article 9.2.5 n'est pas prévue.

- article R.512.39.2 du Code de l'environnement : Maître Miquel n'a pas transmis au service compétent en matière d'urbanisme, au propriétaire du site et au préfet :

1) Les plans, études et rapports sur la situation environnementale du site ainsi que ses usages successifs ;

2) Ses propositions sur le type d'usage futur du site qu'il envisage de considérer.

- article R. 512.39.3 du Code de l'environnement : Maître Miquel n'a pas transmis le mémoire de cessation d'activité.

- article 9.2.5 de l'arrêté préfectoral du 15 septembre 2009 : Maître Miquel n'a pas pu présenter les résultats d'analyses réalisés au titre de l'année 2021 sur les eaux souterraines.

2. Ces constats constituent des manquements aux dispositions des articles 1.6.6 et 9.2.5 de l'arrêté préfectoral du 15 septembre 2009 et des articles R. 512-39-2 et R. 512-39-3 du Code de l'environnement ;
3. Face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement en mettant en demeure la société DMD de respecter les prescriptions et dispositions des articles 1.6.6 et 9.2.5 de l'arrêté préfectoral du 15 septembre 2009 et des articles R. 512-39-2 et R. 512-39-3 du Code de l'environnement, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement.

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture du Nord

ARRÊTE

Article 1 – La société SAS Decoster Mailing Direct situé zone industrielle des Trois Tilleuls – 59850 NIEPPE exploitant une installation d'imprimerie offset, représentée par la société Miquel Aras et associés prise en la personne de Maître Miquel Simon 257 rue Saint Julien, CS 10026, 59501 Douai Cedex – es-qualité de liquidateur judiciaire, est mise en demeure de respecter les dispositions des articles 1.6.6 et 9.2.5 de l'arrêté préfectoral du 15 septembre 2009 accordant à la société HELIOLYS l'autorisation d'exploiter une imprimerie à NIEPPE, zone industrielle des Trois Tilleuls et des articles R. 512-39-2 et R. 512-39-3 du code de l'environnement.

À compter de la notification du présent arrêté, les délais pour respecter cette mise en demeure sont les suivants :

-Dans un délai de 15 jours, Maître Miquel fourni au préfet les justificatifs attestant qu'il a transmis au service compétent en matière d'urbanisme et au propriétaire du site les éléments indiqués à l'article R.512-39-2 du code de l'environnement ainsi qu'une copie de ses propositions.

-Dans un délai d'un mois Maître Miquel transmet au préfet un complément à sa notification de cessation d'activité comprenant l'ensemble des justificatifs d'éliminations des différents déchets et produits encore présents sur le site ainsi que la surveillance piézométrique mise en place.

-Dans un délai de trois mois Maître Miquel transmet au préfet le mémoire de cessation d'activité prescrit à l'article R.512-39-3 du code de l'environnement et les résultats d'analyse de la surveillance piézométrique prescrite à l'article 9.2.5 de l'arrêté préfectoral du 15 septembre 2009.

Article 2 – Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de Maître Miquel les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du Code de l'environnement.

Article 3 – Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au tribunal administratif de Lille, dans un délai de 2 mois à compter de sa date de notification. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application Télérecours citoyen accessible sur le site www.telerecours.fr

Article 4 – Le présent arrêté sera notifié à Maître Miquel en sa qualité de mandataire liquidateur judiciaire de la société DMD ;

Ampliation en sera adressée à :

- Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture du Nord
- Monsieur le Maire de la commune de NIEPPE ;

- Monsieur le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Hauts-de-France,

Chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.